



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Clermont-Ferrand, le 16 février 2024

Nos réf. : 20240216-RAP-63-0221-EUROPFI\_CODERST  
Affaire suivie par : Prénom Nom  
Unité inter-Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme  
Équipe ECIE  
Tél. : 04 73 43 19 31  
Courriel : sebastien.jouve@developpement-durable.gouv.fr

Département du Puy-de-Dôme

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société EUROPFI – Commune de VIC-LE-COMTE**

**Demande de modification de prescriptions**

Rapport de l'inspection de l'inspection des installations classées avec présentation  
au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST)

**P.J. :    Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**

Le présent rapport fait la synthèse des modifications à prendre en compte suite au porter à connaissance du 04/06/2020 pour les activités de destruction de papier, et de la demande de modification de la valeur limite en azote dans les rejets aqueux

**1 - PRÉSENTATION**

**1.1.    Le demandeur**

Nom du demandeur :           EUROPFI  
Adresse des installations :    Longues – 63270 Vic le Comte  
Adresse du siège social :     Longues – 63270 Vic le Comte  
Forme juridique :           société par actions simplifiées  
SIRET :                       814 342 804 00014

EUROPFI est une filiale de la Banque de France dont le capital a été ouvert à cinq banques centrales européennes partenaires.

**1.2.    Historique et situation administrative du site**

La papeterie a été implantée à Vic-le-Comte vers 1923. Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°16-01748 du 04/08/2016. Cet arrêté acte l'augmentation de capacité et la conformité avec les meilleures techniques disponibles (MTD).

**1.3.    Situation géographique du site**

Le site de la papeterie est un élément marquant du paysage local à Vic le Comte. Il est peu visible depuis les côtés Sud (parking), Est (côté voie ferrée) et Nord (installations sportives, boucle Allier). En revanche, en raison de la topographie, l'ensemble du site est parfaitement visible depuis le bourg de Corent, surplombant le site à l'Ouest.

**2 - INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME**

Les activités relèvent des rubriques mentionnées à l'article 2.1 du projet d'arrêté ci-joint.  
Voir point 3.3 pour les évolutions.

### **3 - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

#### **3.1. Procédure**

La papeterie fabrique du papier fiduciaire à partir de coton.

Le site relève de la directive IED, et la décision d'exécution de la commission du 26 septembre 2014 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de pâte à papier, de papier et de carton, au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil lui est applicable.

Pour le site EUROPAFI, il est nécessaire de rappeler que « les conclusions sur les MTD pour la production de pâte à papier, de papier et de carton ne concernent pas les activités suivantes :

i) la production de pâte à partir de matières premières non ligneuses (plantes annuelles, par exemple) ; »

Ainsi la pâte à papier produite sur le site, à base de coton, n'est pas concernée par les conclusions des MTD.

De plus, s'agissant de papier fiduciaire, EUROPAFI est défini comme une « usine de papiers spéciaux ».

L'azote total figurant dans les conclusions des MTD est en fait l'azote global (code SANDRE 1551).

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 10/09/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dit AMPG PP, est applicable au site.

Or, contrairement aux conclusions sur les MTD pour la production de pâte à papier, la production de pâte à partir de matières premières non ligneuses n'est pas exclue de l'AMPG PP.

Ainsi, les prescriptions et les VLE de l'AMPG PP, sont réglementairement opposables à EUROPAFI, qui répond par ailleurs à la définition d'usine de papiers spéciaux. De ce fait, les valeurs limites d'émission définies à l'article 5.12 de l'AMPG PP pour les rejets en azote global sont un flux spécifique maximum de 0,18 kg/tSA (tonne de production nette de pâte sèche à l'air) pour la production de pâte à papier + 0,4 kg/t (tonne de production nette de papier) pour la production de papiers spéciaux.

Ces valeurs sont basées sur les conclusions des MTD, mais pour la fabrication du papier à base cellulosique et non à partir de coton.

En revanche, l'AMPG PP n'impose pas de valeur limite en concentration moyenne mensuelle pour les rejets en azote, le flux journalier maximal étant inférieur à 50 kg/j.

Compte tenu de l'utilisation de coton pour la fabrication du papier fiduciaire, les normes fixées pour le rejet d'azote par l'AMPG PP ne sont pas atteignables.

Le préfet peut déroger aux dispositions de l'AMPG PP par le biais de l'article 11.4 de l'AMPG PP, l'avis du CODERST est requis.

#### **3.2. Rejet d'azote**

La nouvelle station de traitement des effluents a été mise en service en novembre 2016.

Malgré l'augmentation de la production, cette station a permis une baisse des flux rejetés pour la DCO et les MES, une stabilité pour le Phosphore. En revanche, les résultats sur l'azote ne sont pas aussi bons qu'attendus.

La nouvelle station de traitement a amélioré le traitement de l'azote, toutefois, ni la valeur limite des conclusions des MTD, ni celle de l'arrêté d'autorisation ne sont aujourd'hui respectées.

Afin, de mieux connaître la forme de l'azote dans les effluents, l'exploitant a réalisé des analyses pour quantifier l'azote dur présent.

Les résultats montrent que 60% de l'azote entrant sur la station d'épuration n'est pas dégradé au bout de 3 jours, alors que le temps de séjour dans les bassins est de 32h. L'azote non dégradé (ou azote organique, ou azote dur) ne peut pas être éliminé par épuration biologique. Dans l'environnement, cet azote dur est

moins facilement absorbable par les plantes comparativement à l'azote minéral car des transformations chimiques sont nécessaires par des microorganismes.

Les rejets en azote sous forme minérale ( $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NO}_3^-$  et  $\text{NH}_4^+$ ) sont très faibles. Par la somme des mesures sur le  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NO}_3^-$  et  $\text{NH}_4^+$  les rejets en azote sous forme minérale sont quantifiés, la concentration moyenne journalière est de 1.0 mg/l et le flux massique moyen de 1.8 kg/j, ce qui est très inférieur aux valeurs de l'arrêté préfectoral.

Le dépassement constaté sur les rejets en azote global est totalement lié à cette part d'azote organique qui ne se dégrade pas. Il est de 5 à 7 mg/l, à comparer à la concentration journalière moyenne de 9.6 mg/l en azote global dans les rejets pour un objectif à 8 mg/l. L'azote qui arrive à l'entrée de la station d'épuration est apporté par le coton, qui est le composant principal du billet. Ce coton est du déchet de peigneuse de coton, et provient des industries textiles des pays de l'Est méditerranéen.

Ainsi, afin de tenir compte de la spécificité du site EUROPAPI, nous proposons d'aménager les valeurs limites imposées par l'AMPG PP, et de **définir un flux spécifique maximum d'azote**. Les effluents de fabrication de la pâte à papier et de la fabrication du papier étant regroupés au niveau de la station d'épuration du site et le rejet au milieu naturel (rivière Allier) étant unique, il est cohérent de fixer ce flux spécifique pour l'ensemble des effluents du site (pâte + papier). **Un flux spécifique maximum d'azote de 0,75 kg/t papier produit est adapté.**

Pour avoir des indicateurs simples et instantanés du bon fonctionnement de la station d'épuration, il convient de conserver des valeurs limites en concentration.

Toutefois, compte tenu de la part significative d'azote organique présent dans les effluents provenant du coton, il semble nécessaire de distinguer l'azote minéral et l'azote global. Nous proposons de fixer une concentration en azote minéral ( $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NO}_3^-$  et  $\text{NH}_4^+$ ) plus basse et une concentration en azote global plus élevée.

De plus, les efforts de réduction des consommations d'eau doivent être pris en compte, ainsi à flux équivalent, la concentration est plus élevée.

De ce fait, une évolution sur les valeurs limites suivantes pour l'azote est suggérée :

|                                |                                 | AP du 04/08/2016 | Proposition APC         | AM du 10/09/2020                     |
|--------------------------------|---------------------------------|------------------|-------------------------|--------------------------------------|
| Débit                          |                                 | 3600 m³/j        | 2880 m³/j               |                                      |
| azote global<br>(SANDRE 1551)  | Concentration maxi              | <b>8 mg/L</b>    | 15 mg/L                 | -                                    |
|                                | Concentration moyenne mensuelle | <b>5 mg/L</b>    | 12 mg/L                 | 30 mg/L si flux >50 kg/j             |
|                                | Maximum journalier              | 22 kg/j          | 22 kg/j                 | -                                    |
|                                | Flux spécifique annuel          | -                | <b>0,75 kg/t papier</b> | <b>0,18 kg/tSA + 0,4 kg/t papier</b> |
|                                | Maximum annuel                  | 3,1 t/an         | 3,1 t/an                | -                                    |
|                                | Maximum mensuel                 | 335 kg/mois      | 335 kg/mois             | -                                    |
| azote minéral<br>(SANDRE 7800) | Concentration maxi              | -                | <b>7 mg/L</b>           | -                                    |
|                                | Concentration moyenne mensuelle | -                | <b>5 mg/L</b>           | -                                    |

La fixation de limites en concentration en azote global (SANDRE 1551) maximum de 15 mg/L et maximum en moyenne mensuelle de 12 mg/L, et en azote minéral (ammonium, nitrate, nitrite : SANDRE 7800) maximum de 7 mg/l et maximum en moyenne mensuelle de 5 mg/L est adaptée.

De plus, le dernier état des lieux de la masse d'eau concernée par les rejets d'EUROPAPI (FRGR0142b) montre que le niveau de qualité physico-chimique est très bon sur le paramètre azote (azote minéral). Les propositions de modification, avec des valeurs limites de rejets plus basse pour l'azote minéral, compte-tenu des débits de la rivière Allier y compris en période d'étiage, sont donc compatibles avec la capacité d'absorption du milieu et ne sont pas susceptibles de le dégrader.

Compte tenu des réductions de consommation d'eau, le débit des effluents est diminué de 3600 m³/j à 2880 m³/j.

Les maximums annuels fixés sont repris de l'AP existant.

Des flux spécifiques sont définis, en fonction des flux annuels maximum et de la production autorisée pour pouvoir plus facilement comparer aux conclusions des MTD pour la fabrication de papiers spéciaux et de pâte PCM.

La notion de rendement de la station d'épuration est supprimée.

Le débit maximum est abaissé de 3600 m<sup>3</sup>/j à 2880 m<sup>3</sup>/j.

*L'article 2.3 du projet d'arrêté ci-joint fixe les valeurs limites de rejets aqueux du site et acte la dérogation à l'article 5.12 de l'AMPG PP.*

Par ailleurs, dans les paramètres à suivre listés à l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 04/08/2016, il apparaît « Azote kjeldhal » au lieu d'« Azote global », et le suivi des rendements est également demandé. Pour mettre en cohérence les valeurs limites (article 4.3.8) et le suivi (article 9.2.2), il convient de remplacer dans le tableau de l'article 9.2.2 les termes « Azote kjeldhal » par « Azote global et minéral » et de supprimer la dernière ligne concernant les rendements globaux du système d'assainissement.

De plus, les mesures comparatives sont demandées pour le point de rejet n°3 uniquement (suppression du point de rejet n°2).

*L'article 2.10.2 du projet d'arrêté ci-joint effectue ces modifications.*

### **3.3. Actualisation du classement**

Par courrier du 04/06/2020 l'exploitant a effectué une demande d'antériorité pour les activités de destruction des vieux billets, des documents confidentiels et des rebuts de fabrication par broyage.

Cette activité a fait l'objet d'un porter à connaissance le 15 décembre 2006. Celui-ci indiquait notamment l'arrêt de l'incinération de billet (soumis à autorisation sous la rubrique 167 c) et la mise en place d'une installation de broyage de papier, en lieu et place de l'incinérateur. La puissance installée étant de 115 kW, ce qui porte la puissance totale des broyeurs installés dans l'usine à 175 kW, cette activité relevait du régime de déclaration sous la rubrique 2260.2.

Le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 a modifié la nomenclature des installations classées et notamment l'intitulé de la rubrique 2260 qui exclut désormais les activités pouvant être classées sous les rubriques 24xx et 27xx.

Or l'activité de broyage de papier effectué sur le site, est classable sous la rubrique 2445 pour le broyage des rebuts de production (capacité 5 t/j) et sous la rubrique 2791 pour le broyage des vieux billets et des documents confidentiels provenant de l'imprimerie (capacité 5 t/j).

En remplacement de la rubrique 2260 qui n'est plus adaptée, il convient donc d'intégrer les rubriques 2445 et 2791 en régime de déclaration dans le tableau de classement du site, pour prendre en compte la demande d'antériorité suscitée.

Par ailleurs, le site n'est pas concerné par la modification de la rubrique 1510, il reste classé sous la rubrique 1530 pour les stockages de papiers (environ 1500 m<sup>3</sup>), cartons (environ 500 m<sup>3</sup>) et coton (environ 2000 m<sup>3</sup>). Toutefois, la capacité pour cette rubrique doit être diminuée du volume de bois de 200 m<sup>3</sup> (non classé en 1532). La capacité de la rubrique 1530 passe ainsi à 4000 m<sup>3</sup>.

Les rubriques 2430 et 2440 sont supprimées suite au décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017, ces activités sont maintenant uniquement classées sous les rubriques 3610 a et 3610 b respectivement.

La rubrique 2450 (imprimerie) a été modifiée par décrets n°2017-1595 du 21/11/2017 et n°2018-900 du 22/10/2018, pour le site seul l'alinéa est modifié.

Les gaz à effet de serre fluorés relèvent à nouveau de la rubrique 1185 et plus de la rubrique 4802 suite au décret n°2018-900 du 22 octobre 2018.

Par ailleurs, le prélèvement d'eau dans l'Allier relèverait de la nomenclature IOTA 1.2.2.0, toutefois ce prélèvement est intrinsèque à l'activité de papeterie et n'est donc pas cité dans l'arrêté préfectoral.

*L'article 2.1 du projet d'arrêté ci-joint actualise le classement du site.*

### **3.4. Modification des réseaux**

Les installations de prélèvement et de rejet dans l'Allier ont été renouvelées.

La réfection du seuil de prélèvement, et notamment le réaménagement de la passe à poisson, a été réalisé pendant l'été 2020.

Les ouvrages de rejets d'effluents dans l'Allier, eaux pluviales et eaux industrielles traitées du site, au droit du site étaient fortement dégradés.

De nouvelles conduites ont été installées et les points de rejets déplacés en septembre 2021. Les rejets s'effectuent dorénavant dans un bras mort de l'Allier (environ 20 mètres) et non directement dans son lit mineur.

Les coordonnées en Lambert 93 du nouveau point de rejet (eaux pluviales et eaux industrielle) sont :

X : 715657 ; Y : 6507294

Le nom et le code SANDRE de la masse d'eau concernée (FRGR0142b : L'ALLIER DEPUIS LA CONFLUENCE DE LA SENOIRE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'AUZON) sont ajoutés.

Par ailleurs, le point de rejet interne (point de rejet n°2) est supprimé. Ce point correspondait historiquement à la sortie du traitement physico-chimique vers le milieu naturel. La totalité des effluents industriels subissant désormais un traitement biologique, seul le point de rejet n°3 est nécessaire pour suivre les rejets dans le milieu naturel.

*L'article 2.4 du projet d'arrêté ci-joint actualise la position des points de rejet.*

### **3.5. Volume annuel de prélèvement**

L'exploitant a réduit ses consommations d'eau. Pour prendre en compte ces améliorations et acter la consommation spécifique d'eau à la tonne de papier produite précisée dans le Plan d'Utilisation Rationnelle de l'Eau (PURE), le volume annuel prévu à l'article 4.1.1 de prélèvement d'eau dans l'Allier est ramené de 800 000 m³ à 650 000 m³.

En effet, la consommation spécifique d'eau à la tonne de papier produite est de 110 m³/t en 2021 et la production autorisée de papier est de 28 t/j et 5700 t/an.

Par ailleurs, le nom et le code SANDRE de la masse d'eau sont précisés.

Enfin, une prescription sur le relevé des prélèvements d'eau est ajoutée.

*L'article 2.5 du projet d'arrêté ci-joint intègre ces modifications.*

### **3.6. Stockage de coton**

Le deuxième paragraphe de l'article 8.3.4 de l'AP du 04/08/2016 suscitée contient des éléments non adaptés pour le stockage de papier et coton. En particulier, les balles de coton s'appuient sur les murs.

Il est proposé de remplacer ce paragraphe par :

« Les matières stockées en vrac ou en îlot sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage. »

*L'article 2.6 du projet d'arrêté ci-joint modifie cette prescription.*

### **3.7. Rectification**

Le troisième paragraphe du chapitre 9.3 de l'AP du 04/08/2016 suscitée contient des erreurs de références.

Afin de rectifier ces erreurs, ce paragraphe est remplacé par :

« Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses qu'il réalise en application du chapitre 9.2. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en

œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. »

*L'article 2.10.1 du projet d'arrêté ci-joint corrige cette prescription.*

### **3.8. Déchets**

Les déchets produits par l'établissement évoluent, une actualisation du tableau présent à l'article 5.1.7 de l'arrêté d'autorisation est souhaitable.

En particulier, la quantité annuelle des rebus de fabrication est plus importante (850 t contre 250 t). Les fils de fer sont remplacés par les métaux, le papier et le carton sont séparés, les déchets toxiques en quantité dispersée sont remplacés par les déchets dangereux liquides ou pâteux, les aérosols et les textiles sont ajoutés. De plus, le code déchets est ajouté.

*L'article 2.7 du projet d'arrêté ci-joint actualise le tableau des déchets produits.*

### **3.9. Modifications liées à l'implantation de la future imprimerie**

L'implantation de la future imprimerie (projet Refondation autorisé par arrêté préfectoral du 02/11/2022) à côté de la papeterie entraîne quelques modifications sur l'affectation des parcelles du site, sur l'implantation des piézomètres et sur les zones à émergences réglementées (ZER) pour les nuisances sonores.

#### **3.9.1 - Périmètre**

Le périmètre du site est réduit, en effet une partie de la parcelle AB30, (10513 m<sup>2</sup> de zone d'espaces verts sur 30103 m<sup>2</sup>) est reprise par le projet Refondation. Par ailleurs, la parcelle AB 9 (bassin de confinement) n'est pas incluse dans l'AP de 2016, alors que le bassin de confinement apparaît clairement dans le dossier et dans l'AP (notamment Art. 7.7.7).

*L'article 2.2 du projet d'arrêté ci-joint adapte le périmètre du site en conséquence.*

#### **3.9.2 - Piézo-mètres et surveillance du sol**

L'entreprise disposait de 4 piézomètres pour le suivi de la qualité des eaux souterraines. 2 de ces piézomètres (Pz3 et Pz4) sont dans le périmètre de Refondation et vont être détruits.

Afin, de conserver au moins 3 piézomètres pour le suivi de la qualité des eaux souterraines, un nouveau piézomètre (Pz5) a été implanté.

La prescription sur la surveillance des eaux souterraines doit être adaptée pour indiquer la référence aux bons piézomètres. De plus, le plan d'implantation des ouvrages, en annexe 2 de l'arrêté doit être également actualisé.

De même, lors du rapport de base, des sondages de sol ont été effectués dans la zone objet du projet Refondation. La prescription est adaptée pour prendre des points dont la représentativité est équivalente.

*L'article 2.8 du projet d'arrêté ci-joint modifie les références, le plan d'implantation des piézomètres et adapte les points de surveillance du sol.*

#### **3.9.3 - Zones à Émergences Réglementées**

Par ailleurs, les ZER (bruit) sont modifiées par le projet Refondation. En effet, le projet Refondation a fait disparaître des habitations (pavillons de la Banque de France) à proximité du site, les ZER seront donc repoussées. En revanche, l'imprimerie deviendra un tiers (le terrain d'implantation de Refondation était déjà constructible lors de l'autorisation de l'extension de la papeterie en 2016, même si c'était sous condition d'être en relation avec les activités à caractère touristique, sportif ou de loisirs de la zone).

Toutefois, l'imprimerie va également être une source d'émission sonore.

L'article 6.2.2 de l'arrêté d'autorisation, précise dans son dernier paragraphe « Les zones à émergence réglementée ainsi que les points de mesure de l'état initial du site sont définis sur le plan annexé au présent arrêté. »

Les zones à émergences réglementées, suite au projet Refondation sont :

- point 5 : les habitations, à l'Est, de l'autre côté de la voie ferrée ;

- point 6 : les habitations, à l'Ouest, au niveau du pont des Goules, de l'autre côté de l'Allier ;
- point 7 : les habitations à Corent, à l'Ouest, en surplomb, de l'autre côté de l'Allier ;
- l'intérieur des futurs bâtiments de Refondation.

Les mesures sonores faites sur le point 6 les 16 et 17 décembre 2021, montrent que le bruit de la rivière Allier couvre totalement les bruits du site. Ce point n'est donc plus retenu pour la surveillance.  
Le respect des émergences au niveau de Refondation, sera vérifié via les mesures en limite de propriété.

Compte tenu de la sensibilité, il est souhaitable de poursuivre les mesures directement dans la ZER pour le point 7, cette mesure est également retenue pour le point 5.

Il est proposé de définir dans l'arrêté uniquement les points de mesures de bruit, sans reprendre les ZER indiquées ci-dessus.

*L'article 2.9 du projet d'arrêté ci-joint actualise les points de mesures de bruit.*

#### 3.9.4 - Autres

Enfin, l'accès au site sera modifié, un accueil commun imprimerie/papeterie sera créé.  
Ce dernier point n'est pas encore effectif, et ne nécessite pas de modification de l'arrêté d'autorisation.

### 4 - **CONCLUSION**

Suite au porter à connaissance du 04/06/2020 pour les activités de destruction de papier, et à la demande de modification de la valeur limite en azote dans les rejets aqueux, la mise à jour de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation s'avère nécessaire.

L'AMPG PP (arrêté ministériel du 10/09/2020) rend applicable les conclusions sur les MTD pour la production de pâte à papier. Toutefois contrairement aux conclusions sur les MTD pour la production de pâte à papier, la production de pâte à partir de matières premières non ligneuses n'est pas exclue de l'APMG PP.

Compte tenu de l'utilisation de coton pour la fabrication du papier fiduciaire, les normes fixées pour le rejet d'azote par l'AMPG PP ne sont pas atteignables.

Le préfet peut déroger aux dispositions de l'AMPG PP par le biais de son article 11.4, l'avis du CODERST est requis.

Nous proposons d'acter la dérogation à l'application de l'article 5.12 de l'AMPG PP à l'établissement et de fixer les valeurs limites propres au site pour le paramètre azote tenant compte de la spécificité liée à l'utilisation de coton en matière première et aux conditions de rejets dans le milieu naturel (rivière Allier).

Aussi, nous proposons de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°16-01748 du 04/08/2016 par un arrêté préfectoral complémentaire dont le projet est joint au présent rapport.

Nous avons consulté l'exploitant par courriel du 14/12/2023, puis du 31/01/2024 sur le projet d'arrêté. L'exploitant, par courriel du 09/02/2024, indique qu'il n'a pas d'observation sur la dernière version.

L'inspection propose aux membres du Conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques de considérer favorablement le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en annexe.

|   |   |   |
|---|---|---|
| Rédigé le 16 février 2024 par<br>L'inspecteur de l'environnement,<br>catégorie installations classées | Vérifié par<br>L'inspecteur de l'environnement,<br>catégorie installations classées<br>Le 18 février 2024 | Approuvé par<br>Pour le directeur,<br>L'adjointe au chef de l'Unité inter-<br>Départementale<br>Cantal / Allier / Puy-de-Dôme<br>Le 18 février 2024 |
| Sébastien JOUVE   | Estelle POUTOU  | Estelle POUTOU  |